“La prudence n’est qu’une qualité : il ne faut pas en faire une vertu” (Jules Renard)

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2851>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2851

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2014

Pagination : 148-152

ISBN : 978-2-919040-27-8

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « “La prudence n’est qu’une qualité : il ne faut pas en faire une vertu” (Jules Renard) », *Hommes & migrations* [En ligne], 1306 | 2014, mis en ligne le 01 août 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2851> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2851>

KIOSQUE

"LA PRUDENCE N'EST QU'UNE QUALITÉ : IL NE FAUT PAS EN FAIRE UNE VERTU" (JULES RENARD)

MUSTAPHA HARZOUNE

Formidable ! Selon l'enquête CEVIPOF-Opinion Way rendue publique à la mi-janvier, 50 % de Français se déclarent pour le rétablissement de la peine de mort, 73 % jettent dans le même sac droite et gauche, 67 % observent la vie politique avec "méfiance" ou même "dégoût", et pourtant, ils sont 36 % à voir dans le FN le "meilleur représentant de l'opposition de droite". La démocratie à la papa (representative, avec système des partis) bat de l'aile et 70 % des sondés lui préfèrent une démocratie référendaire (ou sondagière ?). Que, dans ces conditions, la vox populi se déclare indisposée par la présence des immigrés (67 %) n'étonnera guère et détonnera peu.

Avec de tels sondages, certains politiques prétendent (encore) pouvoir séduire une immigration "choisie". Pourtant, ce climat, peu clément, donne à réfléchir. Et ce sont ces immigrés, éduqués et éclairés, qui, justement, choisissent le pays où ils poseront valises et neurones. La France ferait bien d'interroger avec plus de sérieux sa relation avec son immigration. C'est ce que suggère l'Américain Justin E. E. Smith, professeur à Paris-VII, dans un texte qui invite à "admettre que la France sera dorénavant une mosaïque ethnique, et qu'il revient autant aux Français qu'aux immigrés de faire en sorte que cette diversité fonctionne" (*New York Times*, 5 janvier, *Courrier international*, 20 janvier). Cela préoccupe-t-il les responsables, de droite comme de gauche ? Depuis plus de trente ans, le même breuvage

idéologique, administratif, gouvernemental est servi : contrôle des flux migratoires, suspicion en intégration, danger sécuritaire, islamisation..., tandis que l'égalité républicaine vacille sous les coups de boutoir des discriminations, des clichés et des imaginaires d'un autre temps. Les mêmes recettes produisent les mêmes indigestions sondagières ! Droite et gauche sont-elles pour autant à mettre dans le même panier ? Commençons par les chiffres, puisque Manuel Valls, encore ministre de l'Intérieur en janvier, présentait son bilan. De ce point de vue, la logique d'hier semble toujours dicter sa loi. Ainsi, le 22 janvier, *Le Figaro* a ouvert le bal, distribuant les bons et les mauvais points à l'élève Valls. Titrant sur un inquiétant "Immigration : baisse des expulsions", il écrit : "concernant l'immigration clandestine, les chiffres auxquels *Le Figaro* a eu accès ne sont guère rassurants". Le ton est donné : "Régularisation en hausse, expulsions en baisse." Même pression idéologique du côté du Point.fr (le 23 janvier), qui distille un "retour du laxisme ?", puisque "le gouvernement aurait nettement levé le pied par rapport à 2012", suggérant même en titraille, avec "Appel d'air ?", le spectre de l'invasion inoculé par Guillaume Larrivé (UMP). Le 30 janvier, *Le Figaro* titre "Valls va défendre son bilan", laissant entendre que le ministre est en position d'accusé ou de faute. Plus grave peut-être, reprenant un papier de l'AFP, chacun (*Le Figaro*, *Huffington Post* et même *Le Nouvel Obs*) y est allé de

son étrange formule sur les naturalisations : *“Né en Espagne et naturalisé français à 20 ans, Manuel Valls a rapidement souhaité les relancer pour revenir à leur niveau de 2010”*, renvoyant monsieur Valls à sa condition de Français de papier comme d’autres renvoient Christiane Taubira à sa couleur de peau (lire *Paroles de liberté*, Flammarion, 2014). Tel est le niveau du débat, et les termes, fixés par la droite, dictés par l’extrême droite, s’imposent à une gauche funambule : *“Principal enjeu pour M. Valls, ce vendredi : ne pas apparaître trop ‘laxiste’ tout en ménageant son aile gauche”* et d’ajouter que *“pour s’en sortir M. Valls devait réussir à convaincre sur deux chiffres clés : les éloignements d’étrangers en situation irrégulière et les régularisations”* (Le Monde, 31 janvier). Voici l’alpha et l’oméga de toute politique d’immigration : expulsions à gogo et régularisations a minima.

L’absolutisme comptable

27 000 sans-papiers ont été “éloignés” en 2013, soit 9 000 de moins qu’en 2012, d’où les procès en “laxisme”. Pour le ministre de l’Intérieur, cette baisse trouve son origine dans la diminution des “aides au retour” versées aux Roms roumains et bulgares, qui a mis un terme à une “pantalonnade qui gonflait artificiellement les chiffres des expulsions”. *“Ces retours aidés, près de 8 500 en 2012, n’étaient d’aucune efficacité en matière de gestion des flux migratoires”* et *“incitaient ces ressortissants à venir en France pour bénéficier de cet avantage lucratif, coûteux pour les finances publiques et inédit en Europe”*, plaide l’Intérieur.

“Avec cette analyse, M. Valls en a déduit que seuls les éloignements en dehors de l’UE avaient une valeur ‘qualitative’. Des éloignements au nombre de 4 600 et, pour le coup, en légère hausse entre 2012 et 2013 (+13 %), après un effondrement observé sous Nicolas Sarkozy (-65 %)” (Le Monde, 31 janvier). 46 000 personnes ont été régularisées en 2013, 36 000 en 2012, soit une hausse “conjoncturelle”

de 10 000”, précise Manuel Valls, due à l’adoption d’une circulaire, fin 2012, qui clarifiait les critères à remplir pour obtenir un titre de séjour. *“Ce document prévoit notamment de régulariser, sous certaines conditions, les parents ayant des enfants scolarisés depuis trois ans, et un grand nombre (sic) de familles s’en sont emparé (sic)”* (Huffington Post, 31 janvier).

Après la publication en octobre 2012 d’une circulaire assouplissant les critères des naturalisations acquises par décret – notamment pour les précaires et les jeunes –, leur nombre est passé de 46 000 en 2012 à 52 200 en 2013. *“Mais, précise Le Nouvel Observateur, le nombre global de naturalisations n’augmente, lui, que faiblement en raison d’une baisse importante des naturalisations liées aux mariages (17 513 en 2013, contre 22 382 en 2012).”*

Selon les évaluations de la Délégation interministérielle à l’hébergement et à l’accès au logement des personnes sans abri ou mal logées (DIHAL), les Roms en France seraient passés de 20 000 en décembre 2012 à 17 000 en juillet 2013. Pour la place Beauvau, cette baisse est due à la suppression, en mars 2013, de l’aide au retour. *“Les Roms en bénéficiaient à condition de rentrer volontairement dans leur pays d’origine. Une manière de souligner que cette aide au retour était surtout une incitation à venir”* (Le Monde, 31 janvier).

Enfin, plus de 200 filières d’immigration clandestine ont été démantelées en 2013, soit une hausse de 14 %.

Guerre de chiffres

Voici donc posés les termes du débat. *“Une fois de plus l’inévitable bataille de chiffres qui entoure les débats sur la sécurité ou sur l’immigration a resurgi : ‘Manuel Valls doit aujourd’hui assumer pleinement son échec plutôt que de chercher des excuses’, a réagi Jean-François Copé, en l’appelant à ‘mettre un terme à cette politique laxiste qui fragilise notre pays et exaspère nos concitoyens.’”* Et la

KIOSQUE

secrétaire générale de l'UMP, Michèle Tabarot : *"Au lieu d'accuser ses prédécesseurs, il devrait assumer cet échec qui conduit à une baisse des expulsions et à une explosion des régularisations"* (La Dépêche.fr, 1^{er} février).

El Watan (4 février), quotidien algérien, rapportait, lui, plus largement les propos du ministre qui, après avoir rappelé que *"la France est, comme tous les pays industrialisés, un pays d'immigration"*, insistait : *"Que les choses soient claires : il n'est pas question d'augmenter nos flux migratoires réguliers ; notre marché de l'emploi nous l'interdit, notre démographie ne le justifie pas. La France doit prendre sa part aux mouvements migratoires du monde. Sa juste part"*. Du déjà entendu, non ?

Sur le site du *Nouvel Obs*, le 31 janvier, Sylvain Saligari, avocat au barreau de Paris et membre de l'Association des avocats pour la défense du droit des étrangers, commentait ce bilan chiffré. Si, côté régularisations, ce dernier note *"un vrai changement depuis l'arrivée de Manuel Valls, notamment en ce qui concerne le cas des étudiants étrangers, il dénonce toutefois une forme de 'continuité' entre Nicolas Sarkozy et Manuel Valls. Notamment pour les travailleurs sans papiers. Car la circulaire de Manuel Valls limite les régularisations aux travailleurs en possession de fiches de paie. 'Or, en situation irrégulière, il est rare d'avoir des fiches de paie. Il y a donc peu de travailleurs régularisés, alors qu'on manque de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs, comme l'hôtellerie, la restauration ou le bâtiment."* Si, côté naturalisations, *"on est revenu à une application normale des critères de la circulaire"*, en matière d'expulsions, Sylvain Saligari semble regretter l'instrumentalisation politique des chiffres devenus l'horizon indépassable et sans imagination de toute initiative politique : *"Je pense que ces chiffres pourraient être accessibles dans les ministères, sur demande, mais l'annonce devant la presse... ça, c'est politique."*

Blanc bonnet et bonnet blanc ?

Faut-il dès lors, comme 73 % des sondés, faire de la gauche et de la droite le revers et l'avvers d'une même médaille ? Il faut lire le texte (*Le Figaro*, 14 février), *"Non au traitement social de l'immigration, Oui à l'intégration des talents"*, signé par Mael de Calan, Enguerrand Delannoy et Matthieu Schelesinger au nom de la Boîte à idées, le think-tank de la nouvelle génération de l'UMP, pour comprendre que la "prudence" de la gauche sur le sujet n'a rien de commun avec les dérives idéologiques et programmatiques d'une droite que l'on dit "décomplexée". Ce *"traitement social"* renvoie à la suspicion qui fait de l'immigré un profiteuse et, derrière l'*"intégration des talents"*, on devine l'exclusion du *vulgum pecus*, la guerre aux pauvres commençant par les métèques.

Après avoir fustigé le gouvernement de Jean-Marc Ayrault et son absence de politique en matière d'immigration – *"Notre pays subit ses flux migratoires, nous n'avons aucune stratégie"* –, nos jeunes auteurs plaident en faveur d'une immigration *"choisie"*, appellent à faire de *"l'immigration professionnelle le pilier de notre stratégie"* et, avec la même originalité que leurs aînés, *"mettent résolument l'accent sur la valeur travail"*.

Le sempiternel *"assumons notre volonté d'attirer des talents, qui s'intégreront par leur travail, l'adhésion aux valeurs de notre pays et la maîtrise de notre langue"* se double d'une toujours menaçante volonté de *"clarifier et [d']encadrer l'immigration pour raisons familiales"*. Outre le fait qu'il s'agit mot pour mot de la politique, sans effets, du dernier quinquennat, il n'est pas certain que cette suspicion et ce regard intéressé mais condescendant séduisent la crème de la migration mondialisée.

Le Monde.fr du 31 mars, qui se demande si Valls *"a conduit une politique de fermeté"*, rap-

pelle qu’*“entre juin 2012 et mars 2014, Manuel Valls a tenté d’installer une image de fermeté, tout en s’attaquant à des symboles de l’ère Sarkozy”*. Et de citer la suppression de la *“circulaire Guéant”*, la suppression du *“délit de solidarité”*, la fin des placements en rétention des familles avec enfants (même si pour *“le Réseau éducation sans frontière (RESF), le compte n’y est pas”*) ; la fin de l’aide au retour offerte aux Roms... C’est ici que l’on retrouve *“le plus fortement”* la *“volonté de fermeté”* de Manuel Valls : *“Les Roms ont vocation à rester en Roumanie ou à y retourner”, déclare-t-il le 14 mars 2013, ajoutant que ‘plus que jamais, ces démantèlements [de camps de Roms] sont nécessaires et se poursuivront’*. Rien en revanche sur les promesses non tenues du candidat Hollande (droit de vote des étrangers ou contrôles au faciès). Sur ce sujet, il faut lire la récente charge d’Edwy Plenel (*Dire non*, Don Quichotte, 2014).

Tandis que les Helvètes organisaient une votation sur l’immigration, histoire d’en freiner le nombre, certains, en France, à droite et même au-delà, se sont empressés de réclamer un referendum itou. Le 9 mars, des manifestants – Bloc identitaire, Résistance républicaine, Riposte laïque... – défilaient en scandant *“Nous sommes tous des Suisses allemands !”*, arborant notamment une banderole explicite : *“Immigration, islamisation, demain la remigration !”*

Paulina Dalmayer, journaliste courageuse, n’hésita pas à poser des questions aux manifestants, grandes gueules et gros bras, histoire de rendre compte des *“choses vues et entendues à la manif parisienne contre l’immigration”*. Après la recension de toutes les insanités entendues, les amalgames et autres horreurs, la journaliste – d’origine polonaise – conclut : *“Il m’est difficile de croire en la disparition du peuple français, beau à mes yeux polonais, entre autres en raison de sa diversité. Mais son attitude ambiguë, tout à la fois fuyante et agressive vis-à-vis de l’immigration, obscurcit sans doute son avenir”* (Causeur.fr, 11

mars). Il n’est pas certain que le service minimum, la *“prudence”* en matière d’immigration de la gauche gouvernementale suffise à garantir la pérennité des valeurs républicaines et le vivre ensemble. Mais, au-delà de la dictature du quantitatif, quid des perspectives en matière de politique d’intégration ou de lutte contre les inégalités ?

Au-delà des chiffres

Justement, le 11 février, Jean-Marc Ayrault présentait sa *“feuille de route”* pour l’intégration des immigrés et la lutte contre les discriminations qui, selon *L’Express*, *“ne comprend aucune annonce spectaculaire, ni moyen supplémentaire, dans l’espoir d’éviter toute controverse”*. *“Dans ce contexte [votation suisse, sondage qui indique que 67 % des Français jugent qu’il y a trop d’immigrés, municipales], la principale annonce (...) porte sur la création d’un ‘délégué interministériel à l’égalité républicaine et à l’intégration’, rattaché au Premier ministre”* (12 février). Le même magazine résumait la situation : *“Le gouvernement (...) avance sans doctrine claire dans un contexte explosif, où chaque pas est susceptible de déclencher une polémique”* (24 janvier). Et de citer Pierre Henry, directeur général de France-Terre d’asile : *“L’intégration, c’est un terrain miné, le premier qui bouge se fait flinguer”* ou le démographe et sociologue Patrick Simon : *“La politique d’intégration du gouvernement, c’est un peu la page blanche.”* *“Certains, comme (...) Manuel Valls, insistent sur les efforts que doivent réaliser les immigrés pour s’intégrer (acquisition du français et des ‘valeurs’ républicaines) et d’autres, dans le sillage de Martine Aubry, mettent l’accent sur les changements à obtenir dans la société pour qu’elle accepte mieux la différence (programmes de lutte contre les discriminations). À cela s’ajoutent des divisions sur le concept de ‘laïcité’*

KIOSQUE

entre des partisans d'une grande fermeté face aux revendications religieuses des minorités (menus hallal à la cantine, jours fériés pour les fêtes religieuses...) et ceux plus ouverts à une reconnaissance des différences. (...) 'Tout le monde est un peu tétanisé par l'extrême droite et une UMP extrémisée', confirme le député socialiste Matthias Fekl.

Invité au "petit déjeuner inattendu" de l'UMP, Alain Finkielkraut a justement "interpellé les responsables politiques sur l'intégration" (Le Figaro, 24 janvier). Selon l'auteur de *L'identité malheureuse* (Stock, 2013), "il y a deux tendances dans ce gouvernement : la 'tendance Terra Nova', du nom de ce think-tank qui inspire la stratégie électorale du PS. Finkielkraut en a résumé simplement la philosophie : 'Nous avons perdu le peuple, il est devenu raciste et réac, nous allons créer une nouvelle majorité, arc-en-ciel, avec les bobos et les minorités.' L'autre 'tendance', c'est celle incarnée par Manuel Valls, auquel il a rendu un hommage indirect en soulignant que son attitude dans l'affaire Dieudonné n'était 'pas dictée par des considérations électoralistes, puisqu'elle ne l'a pas rendu populaire dans les quartiers dits sensibles'". Finkielkraut a ensuite déroulé son bréviaire, dénonçant la montée d'un "antisémitisme black-blanc-beur", une "sécession culturelle" inévitable de "ceux qui manifestent une évidente mauvaise volonté à s'intégrer [et qui] sont majoritaires", appelant à une "réduction drastique de l'immigration et du regroupement familial". Finkielkraut ne fait pas dans la dentelle.

Faut-il voir dans les hésitations, les "prudences" socialistes, la cause de la désaffection électorale subie aux municipales ? Dans Le Figaro.fr du 26 mars, le géographe Laurent Chalard analyse "comment le PS a perdu le vote des électeurs issus de l'immigration" à partir des taux de participation et des résultats de la gauche "dans les territoires où les Français issus de l'immigration non européenne se concentrent". Abstention record donc dans les quartiers Nord de Marseille, à

Lyon du côté de Vaulx-en-Velin (62 % !) et Vénissieux, à Paris dans les trois arrondissements du nord-est (18^e, 19^e et 20^e) et enfin en Seine-Saint-Denis, à Bobigny ou Bondy, où les candidats de droite font des scores inespérés, respectivement de 44 et 37 %, arrivant même en tête dans la ville-préfecture. Trois facteurs sont avancés pour expliquer cette "abstention très importante des Français issus de l'immigration extra-européenne, à l'origine en partie de la perte de vitesse du Parti socialiste à l'échelle nationale". Le désintérêt des populations d'origine extra-européenne pour les élections municipales ; "la politique sociétale très à gauche du gouvernement" (mariage pour tous, théorie du genre) qui aurait refroidi les ardeurs d'un électorat – notamment pour sa frange musulmane – "plutôt conservateur sur le plan culturel". Enfin, "l'épouvantail Nicolas Sarkozy" disparu, l'UMP serait incapable de faire émerger un "leader" qui cristalliserait "complètement la rancœur de ses populations". "Le Parti socialiste récupérera-t-il mécaniquement l'électorat issu de l'immigration extra-européenne (...) ?" Cela est "peu probable" pour Laurent Chalard, "dans le sens que le succès de l'extrême droite risque de conduire les dirigeants de l'UMP à faire de la surenchère pour récupérer une partie des électeurs frontistes, alors que le Parti socialiste va probablement tirer les conséquences de cette situation en abandonnant les parties les plus polémiques de sa politique sociétale".

L'heure serait donc à la prudence, à la "page blanche". Sauf que pour Justin E.E. Smith, "expatrié" nord-américain et non pas "immigré" africain qui "observe la situation actuelle à partir d'une position privilégiée, en ma qualité d'étranger à part, (...) même si ce que j'entends dans les rues est décourageant, ce n'est en réalité qu'un écho du discours de la classe politique et de supposés intellectuels, qui préfèrent imputer l'instabilité du présent et l'incertitude de l'avenir aux membres les plus impuissants de la société française". ■